

ARRÊTÉ

Le Ministre d'État chargé des Affaires culturelles

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques, et notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943, 24 mai 1951, 30 décembre 1966 et le décret du 18 avril 1961,

La Commission Supérieure des Monuments Historiques entendue,

A R R Ê T É

Article 1er - Sont inscrits sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques les restes du Pavillon de Cornevent à VERNALISON, (Rhône), figurant au cadastre, Section A, sous le n° 727, d'une contenance de 70 ca et appartenant à la commune.

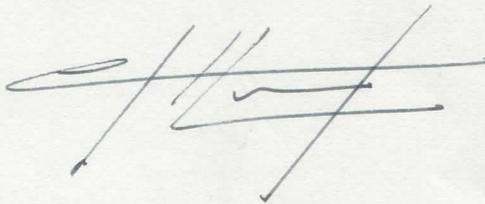
Celle-ci en est propriétaire par acte passé à une date antérieure au 1er janvier 1956.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

Article 3 - Il sera notifié au Préfet du département et au Maire de la commune propriétaire qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 21 FEV 1973

Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur adjoint de l'Architecture



Claude HIRIART